

SOCIÉTÉ

Les dispositifs anti-SDF sur une carte

La fondation Abbé Pierre lance une campagne pour dénoncer les installations visant à empêcher les sans-abri de dormir dans la rue.

● **Marie-Laure MATHOT**

Une cage qui enferme de l'air, un mur qui ne sépare absolument rien, des énormes pots de fleurs très proches les uns des autres ou plus ostensiblement des picots ou des douches froides qui s'enclenchent lorsqu'elles détectent un mouvement... Voilà quelques-uns des dispositifs installés afin d'empêcher les personnes de s'installer sur la voie publique.

La Fondation Abbé Pierre en association avec Emmaüs Solidarité invite les Français à répertorier ces installations dans sa nouvelle campagne. Elle invite ainsi les internautes à pos-

ter une photo sur Twitter avec le cliché et une géolocalisation accompagnée du hashtag #SoyonsHumains. Ces photos seront ensuite reprises sur une carte sur le site soyonshumains.fr.

« On n'a pas de données sur le sujet, mais on voit se multiplier ce type d'entraves au stationnement des personnes sans domicile dans les villes, que ce soit par des établissements publics, l'État, mais aussi de la part du privé ou des copropriétés », constate Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation Abbé Pierre.

Dépenser cet argent dans l'accueil

Pour sensibiliser à la problématique, une campagne d'affichage sauvage a été mise en place le 6 décembre. Plusieurs centaines d'affiches ont été collées aux quatre coins de la France sur les lieux spécialement aménagés avec une « *une inventivité qui fait parfois froid dans le dos* », note l'organisation. Le message de ces affiches : « *Au lieu d'empêcher les SDF de dormir ici, offrons-leur un*

logement décent ailleurs ».

Car, bien sûr, le but de la Fondation Abbé Pierre n'est pas que les gens s'installent dans la rue. « *Mais on dépense beaucoup d'argent et d'énergie pour faire partir des gens alors qu'il vaudrait mieux les loger dans des conditions dignes*, explique Manuel Domergue. *Mais on voit bien que la société, si frileuse à laisser un bout de trottoir à des personnes qui n'ont plus rien, aura du mal à déployer des solutions un peu plus humaines.* »

Ce genre de dispositif est souvent installé pour des questions de sentiment de sécurité et d'ordre public. « *Et on comprend tout à fait que voir des gens qui dorment dans la rue, ce n'est agréable pour personne... en particulier pour les personnes elles-mêmes*, fait remarquer le chargé des études. *La vraie solution n'est pas de les cacher ou de les repousser dans des bidonvilles, c'est de trouver des solutions d'accueil et de logement.* »

En Belgique, 72 personnes sont mortes dans la rue en 2016 selon le collectif Les Morts de la Rue. ■

« Hygiénisation » de la rue

En Belgique non plus, il n'existe pas de chiffres reprenant le nombre de « dispositifs anti SDF ». Il faut dire que ce n'est pas toujours aussi clair que des picots devant les vitrines ou des plans inclinés à 45 degrés tels que ceux du Delhaize d'Ixelles qui avaient fait grand bruit en 2015.

« *Dans plusieurs stations de métro bruxelloise, il y a des bancs plats mais avec des séparations par personne*, explique Pierre Lannoy, sociologue à l'ULB. *C'est une sorte de petit accoudoir trop bas pour poser le bras mais*

juste ce qu'il faut pour empêcher qu'on se couche. »

Cette tendance de fond ne date pas d'hier mais s'installe lentement et silencieusement depuis une quinzaine d'années selon David Praile, coordinateur au Rassemblement wallon du droit à l'habitat. « *La notion d'espace public accessible à tout le monde est déjà perdue en partie. On l'a vu avec la réglementation de la mendicité. Le but est de la rendre invisible.* »

Une question qui avait refait surface il y a quelque mois à Namur. Patrick Italiano, sociologue à l'Ulg analysait

alors dans nos pages : « *Quand on dit que les mendiants entravent le passage des piétons, ça me fait bondir. Je vois que dans ces mêmes villes, on organise de plus en plus de fêtes, d'activités commerciales qui occupent les places. Cela signifie que si je paie, j'ai le droit de prendre la place. Les prétextes éthiques que sont la sécurité et l'accès à l'espace public sont à géométrie variable : c'est vrai pour les riches mais ce n'est pas un droit pour les pauvres.* »

Le sociologue de l'ULB Paul Lannoy rejoint en partie cette analyse sans utiliser le mot « riches ». « *L'espace public ap-*

partient à ceux qui entrent dans la norme, une classe moyenne qui consomme. » Le paradoxe, c'est que cette classe moyenne craint l'espace public « *sauf s'il est en ordre. Si c'est bien propre et nettoyé alors, on se sent en sécurité. Pourtant, les études ont souvent montré que ce n'est pas parce qu'il y a des SDF ou des jeunes qu'il y a des incivilités ou des dangers liés à ces populations qui n'ont que l'espace public pour se retrouver.* » ■ **M.-I.M.**